



of service, the court judicial officer who decide to be retired and at the request of the judicial officer's Corporation he will be able to see himself conferring by the Minister of Justice and be appointed with an honorary title. Several articles treat incompatibilities and conflicts of interests as well as good management of the firm by having the obligation of the tenure of a general register and a register on the executions proceedings. On this point, article 83 is interesting because it stipulates particularly the requisition of the police force, another tool sometimes necessary to legitimate the achievement of the acts so practiced by the court judicial officer.

Article 83: *"In the performance of his duties the acting court judicial officer has the right to require the assistance of the police force."*

Finally, disciplinary and transitory measurements are specifically envisaged. Moreover, a special chapter on the judicial officers fees, to wit: art. 85 stipulate that the actualization of their fees in civil and commercial matters will be fixed: "each three years and at all the times that it will be necessary". This article is certainly to prevent and assure good revenue to all regardless to the cost of living namely.

We have to note also that a similar project for the "court ushers" known in French as: "audierciens" is in parallel with the private court judicial officer's statutes but those ushers will be and remain civil servants. We can thus affirm to this point that the legislator is envisaging qualified standards with very good statutes for the future court judicial officers along with self governance not only for those future judicial officers but also for the democracy of the Haitian Republic.

The UIH will closely follow the evolution of the Haitian file which remains always currently dependent on the situation now under development for a standardized and democratic society. Let us wish the best luck for all these people and counterparts! The UIH thanks the chair judicial officer of the ANHJRH, Mr. Vaval Maxi and its bureau as well as the Mission of the United Nations for Stabilization of Haiti (Minustah) for the provided documents on study.

Nursultan Nazarbaev soutient la création d'un corps d'huissier de justice libéral au Kazakhstan

L'UIH a assisté au 5^e congrès des juges du Kazakhstan à Astana le 18 novembre 2009 au cours duquel Nursultan Nazarbaev, président de la République, a déclaré soutenir le projet qui est en passe d'être voté visant à créer un huissier de justice libéral au Kazakhstan.



Nursultan Nazarbaev, président de la république du Kazakhstan

Nursultan Nazarbaev, President of the Republic of Kazakhstan

Une exécution stricte des décisions de justice facilitée par la création d'un huissier de justice libéral

L'Union des juges du Kazakhstan organise tous les quatre ans son congrès national. 650 juges venus des quatorze régions du 9^e plus grand pays au monde se sont réunis au palais de l'Indépendance d'Astana, la capitale ultramoderne et dynamique du pays depuis 1997, pour discuter du thème des perspectives d'amélioration du système judiciaire de la République du Kazakhstan.

Le congrès, organisé par Ayeznuur Khazhenov, président de l'Union des juges du Kazakhstan, était placé sous la présidence de Musabek Alimbekov, président de la Cour suprême. L'UIH était représentée par son premier secrétaire, Mathieu Chardon. L'Union internationale des magistrats était représentée par son président, José Maria Bento Company. Le président de la Cour suprême de la Fédération de

Russie était également dans l'hémicycle, de même que des représentants d'Azerbaïdjan, de Géorgie, du Kirghizstan et d'Ouzbékistan. Nursultan Nazarbaev, président de la République du Kazakhstan, a honoré personnellement de sa présence cet événement de première importance relayé dans tout le pays par l'ensemble des médias.

Dans son discours d'ouverture, M. Nazarbaev a remercié les participants de leur présence ainsi que les délégations internationales à qui il a souhaité un agréable séjour dans son pays. Le président de la République a insisté sur l'importance de l'indépendance des juges, indiquant que cet objectif, assuré par la constitution, était atteint dans son pays. Il a déclaré que la qualité de la justice a fortement augmenté depuis quelques années grâce aux efforts entrepris, mais qu'il fallait, dans un premier temps, améliorer encore les conditions de travail des juges et, dans un second temps, augmenter leur nombre. Pour lui, l'un des challenges du futur est la modernisation du système judiciaire. Parmi les priorités figurent les mesures permettant d'enraciner la confiance des citoyens dans la justice. Des critères de sélection et de formation des juges plus élevés doivent être progressivement mis en place, de pair avec une simplification des procédures prenant en compte des processus de déjudiciarisation tels la conciliation et la médiation, ou encore e-justice. Dans le même sens, M. Nazarbaev a fait part de son attachement à ce que les lois internes kazakhes répondent aux standards internationaux. Le président de la République s'est exprimé très clairement sur le sujet de l'exécution des décisions de justice.



Pendant la cérémonie d'ouverture — During the Opening Ceremony



Irak Yelekeev, député, et Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIHJ

Irak Yelekeev, Member of Parliament, with Mathieu Chardon, 1st Secretary of the UIHJ

Pour lui, « l'exécution stricte des décisions de justice sera facilitée par la mise en place d'un système d'huissiers de justice libéraux ». M. Nazarbaev a donc apporté son soutien personnel au projet de loi qui se trouve actuellement au Parlement et qui devrait être adopté début janvier 2010. Voilà qui est de très bon augure pour le futur.

M. Alimbekov a indiqué que de nombreuses juridictions ont été créées depuis 1991, date de l'indépendance du Kazakhstan : tribunaux pour enfants, juridictions administratives, tribunaux de commerce, militaires, etc. Le président de la Cour suprême soutient ardemment les projets de modernisation du système judiciaire. Utilisation des nouvelles technologies, d'e-justice, de l'audio et de la vidéo dans le cadre des procès, doivent contribuer à un changement dans les mentalités des citoyens pour renforcer la confiance dans le système judiciaire kazakh et permettre une diminution de la bureaucratie ainsi qu'une simplification des procédures, dans le strict respect des droits de l'homme et des standards internationaux.

Il faut saluer la parfaite organisation de ce congrès et souligner combien le Kazakhstan se présente comme un pays moderne et ouvert dans le domaine de la justice, qui plus est doté d'un sens de l'hospitalité exceptionnel.

Un grand colloque pour 2010

Le lendemain, Mathieu Chardon s'est rendu au Comité d'administration judiciaire (CAJ) de la Cour suprême du Kazakhstan, actuellement présidé par Georgiy Kim. Le premier secrétaire de l'UIHJ a rencontré Bakhtiyar Unerbaev, vice-président du Comité, Irak Yelekeev, ancien président du Comité et aujourd'hui député de la Majilis du Kazakhstan (chambre basse du Parlement), Bolat Zhulaminov, membre du Comité et ayant participé à la rédaction de la loi sur les huissiers de justice libéraux, et Aidos Imanbaev, chargé des affaires

internationales au Comité. Le CAJ, dont les locaux sont situés dans l'aile droite de la Cour suprême, comprend soixante personnes. Il a deux fonctions essentielles : l'organisation matérielle de tout ce qui touche cette juridiction et les autres juridictions du pays, et la supervision du travail des agents d'exécution. La réunion s'est tenue en présence de l'ensemble des membres du CAJ. Irak Yelekeev, en sa qualité de député et d'ancien président du CAJ, a remercié l'UIHJ pour son soutien sans faille aux réformes que le Kazakhstan entreprend pour y créer un corps d'huissier de justice libéral. Le député kazakh — élu « homme de l'année 2008 » par notre organisation (voir notre article sur notre site) — a déclaré que sa fonction actuelle de parlementaire lui permet de faire connaître le projet de loi, de le défendre et d'en assurer la promotion. La loi devrait être votée en janvier 2010 pour être opérationnelle au second semestre de l'année. « Je serai toujours à vos côtés » a lancé M. Yelekeev au premier secrétaire de l'UIHJ, en affirmant son attachement à la profession d'huissier de justice libéral dont il a indiqué être prêt à devenir président de la future chambre nationale, « afin d'aller jusqu'au bout de la démarche entreprise ».

Le CAJ devrait organiser au printemps 2010 un grand séminaire international au Kazakhstan. Son objectif serait double : sensibiliser l'opinion publique à la nouvelle loi sur les huissiers de justice libéraux et inviter les pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI) à faire le point sur les réformes en cours et leur présenter le modèle de l'huissier de justice libéral. « De nombreux investisseurs se déclarent très intéressés par un huissier de justice libéral pour les Etats de la CEI » a dit M. Yelekeev.

Le CAJ a demandé le soutien et l'aide de l'UIHJ pour organiser cette grande manifestation internationale auxquels se joindraient des pays européens où la profession d'huissier de justice libéral est déjà en place. Rendez-vous est donc pris en 2010 pour ce grand colloque qui promet d'être fondateur pour le développement de la profession d'huissier de justice en Asie centrale.



La tour Baiterek, symbole d'Astana — The Baiterek Tower, symbol of Astana



La Cour suprême du Kazakhstan — The Supreme Court of Kazakhstan



De G. à D. : Musabek Alimbekov, président de la Cour suprême du Kazakhstan, Nursultan Nazarbaev, Ayeznrur Khazhenov, président de l'Union des juges du Kazakhstan
 From L. to R. : Musabek Alimbekov, President of the Supreme Court of Kazakhstan, Nursultan Nazarbaev, Ayeznrur Khazhenov, President of the Union of judges of Kazakhstan

Nursultan Nazarbaev Supports the Creation of a Body of Liberal Judicial Officers in Kazakhstan

The UIHJ attended the 5th congress of the judges of Kazakhstan in Astana on 18 November 2009 during which Nursultan Nazarbaev, President of the Republic, declared his support to the bill to be voted aiming at creating a liberal judicial officer in his country.

A strict enforcement of legal decisions facilitated by the creation of a liberal judicial officer

The Union of judges of Kazakhstan organizes every four years its national congress. 650 judges coming from the fourteen regions of the 9th largest country in the world met in the Palace of the Independence of Astana, the ultramodern and dynamic new capital created in 1997, to discuss the topic of the prospects for improvement of the legal system of the Republic of Kazakhstan.

The congress, organized by Ayeznrur Khazhenov, President of the Union of judges of Kazakhstan, was chaired by Musabek Alimbekov, President of the Supreme Court. The UIHJ was represented by its first secretary, Mathieu Chardon. The International Association of Judges was represented by its

President, Jose Maria Bento Company. The President of the Supreme Court of the Russian Federation was also in the hemicycle, as well as representatives of Azerbaijan, Georgia, Kirghizstan and Uzbekistan. Nursultan Nazarbaev, President of the Republic of Kazakhstan, personally honored with his presence this main event relayed all over the country by the media.

In his opening speech, Mr. Nazarbaev thanked the participants for their presence as well as the international delegations to whom he wished a pleasant stay in his country. The President of the Republic insisted on the importance of the independence of judges, indicating that this objective, ensured by the constitution, was a reality in his country. He declared that the quality of justice has strongly increased since the past years due to the great efforts developed, but that it was still necessary, initially, to improve the working conditions of judges and then to increase their number. For him, one of the future challenges is the modernization of the judiciary. Among the top priorities is the improvement of the trust of citizens towards the justice system. Selective criteria and high training for judges should gradually be increased, including the simplification of procedures taking into account aspects of alternative modes of conflict resolution such as conciliation and mediation, or E-justice. In the same direction, Mr. Nazarbaev declared his personal concern that Kazakh law meet international standards. The President of the Republic expressed himself very clearly on the topic of enforcement of legal decisions. According to him *"the strict enforcement of legal decisions will be facilitated by the installation of a system of liberal judicial officers"*. Mr. Nazarbaev thus gave his personal support for the bill which is currently at Parliament and which should be adopted at the beginning of January 2010. This is obviously very good news.

Mr. Alimbekov indicated that many jurisdictions were created since 1991, date of independence of Kazakhstan: juvenile courts, administrative jurisdictions, bankruptcy or military courts, etc. The president of the Supreme Court ardently supports the projects of modernization of the legal system. The use of new technologies, E-justice, audio and video within the framework of lawsuits, must contribute to a change in mentalities to reinforce trust in the Kazakh legal system and to allow a reduction of bureaucracy as well as a simplification of legal proceedings, in the strict respect of human rights and international standards. It is necessary to acknowledge the perfect organization of this congress and to underline how much Kazakhstan appears as a modern and open country in the field of justice, on top of an exceptional sense of hospitality.



Une partie du public — A part of the public



A great conference for 2010

The following day, Mathieu Chardon was invited to meet the representatives of the Committee of Legal Administration (CLA) of the Supreme Court of Kazakhstan, currently chaired by Georgiy Kim. The first secretary of the UIHJ discussed with Bakhtiyar Unerbaev, vice-president of the Committee, Iraq Yelekeev, former president of the Committee and newly appointed as Deputy of the Majilis of Kazakhstan (Lower House of the Parliament), Bolat Zhulaminov, member of the Committee and co-author of the law on private judicial officers, and Aidos Imanbaev, in charge of International affairs at the Committee. The CLA, located in the right wing of the Supreme Court, employs sixty people. It has two main functions: the material organization of all that touches this jurisdiction and other jurisdictions of the country, and the supervision of the work of enforcement agents.

The meeting was held in the presence of all the staff of the CLA. Iraq Yelekeev, in his capacity as Deputy and former President of the CLA, thanked the UIHJ for its total support in the reforms undertaken by Kazakhstan to create a body of liberal judicial officer. The Kazakh deputy — elected “Man of the Year in 2008” by our organization (see our article on our site) — stated that his current function as Member of Parliament enables him to present the bill, to defend it and to ensure its promotion. The bill should be voted in January 2010 and the new law should be operational in the second half of the year. “I will be always at your sides” announced Mr. Yelekeev to the First Secretary of the UIHJ, by affirming his attachment to the occupation of liberal judicial officer of which he declared himself ready to become president of the chamber to be created, “in order to pursue the work that was initiated”.



Les deux chambres du Parlement kazakh — The two Houses of the Kazakh Parliament

In spring 2010, the CLA should organize an international seminar in Kazakhstan. Its objective would be double: presentation of the new law to the public, and invitation to the Community of Independent States (CIS) countries to give a progress report on their current reforms and to present them with the model of the liberal judicial officer. “Many investors declare themselves very interested by a liberal judicial officer for the States of the CIS” said Mr. Yelekeev.

The CLA required the support and the assistance of the UIHJ to organize this international seminar which would include the participation of European countries where the occupation of liberal judicial officer is already in place. Appointment is thus taken in 2010 for this great conference which could be the cornerstone of the development of the occupation of judicial officer in Central Asia.



Le Comité d'administration judiciaire de la Cour suprême du Kazakhstan — Au premier rang de G. à D. : Aidos Imanbaev, en charge des Affaires internationale au Comité, Bakhtiyar Unerbaev, vice-président du Comité, Mathieu Chardon et Irak Yelekeev — The Committee of Legal Administration at the Supreme Court of Kazakhstan — Front row, from L. to R.: Aidos Imanbaev, in charge of International affairs at the Committee, Bakhtiyar Unerbaev, vice-president of the Committee, Mathieu Chardon and Irak Yelekeev